

part; quelques patriotes, prêtres la plupart, ont voulu enrayer cet exode; aucun gouvernement, aucune institution nationale ne s'est chargé de préparer dans nos immensités fertiles le déversoir tout indiqué où nos robustes recrues auraient continué la conquête; nos généraux n'ont pas vu les régiments entiers passer à l'ennemi, en pleine bataille.

On s'alarme, avec raison, certes! de compter dans Québec, de 1910 à 1916, 78,000 morts chez les enfants de moins d'un an; on déplore les saignées de la guerre; comment ne pas gémir de la désertion d'un million et demi de compatriotes depuis 1840? Nous gaspillons nos réserves; nous sacrifions horriblement les belles vies humaines que Dieu nous prodigue; si nous avons les deux palmes de la vie et de la mort des enfants, nous pouvons y nouer la troisième, la plus vilaine parce qu'elle dépend de notre volonté, celle de la désertion, du coulage de nos grands garçons, de nos grandes filles et de nos jeunes ménages qui s'engouffrent à l'usine, et portent à l'étranger l'appoint de notre fécondité. Notre province s'appauvrit annuellement de deux millions de piastres, par la mort de douze mille bébés; quelle somme ne représente pas la fuite, cette espèce de mort, de *vingt mille* jeunes gens, grandis, instruits, à l'âge du travail et des revenus? Mais, au-dessus de l'argent, quelle perte nationale!

* * *

La colonisation, cette multiplication des paroisses à même la forêt, cette " mise des Canadiens à la place des pruches et des épinettes ", a toujours été regardée par les clairvoyants comme le moyen naturel et le plus profitable de transplanter les familles de cultivateurs qui ne trouvent plus de terres dans les vieux comtés. La population rurale, qui a la plus belle natalité et que nous devrions garder rurale par tous les moyens, devrait logiquement doubler le nombre des paroisses et l'étendue de terres défrichées à proportion du doublement numérique. Or, il n'en est rien, absolument rien, et le fiasco est double: ni la population rurale ne se double *pour nous* comme la natalité le permet, ni l'étendue de terres occupées ne répond à notre accroissement. De 1871 à 1916, nous n'avons pas gagné 200 000 cultivateurs, les chiffres passant de 959 171 à 1 152 244, alors que les villes s'élevaient de 232 345 à 1 157 153 et que des centaines de mille agriculteurs allaient se ruiner aux Etats-Unis.

La conséquence est claire: les 10 375 418 acres de terre occupées en 1861, au lieu de se multiplier par quatre, ne sont montées que d'une